



Pour la jeunesse Pour les services publics Public/Privé **TOUTES et TOUS CONCERNÉ·ES**

La fédération CGT des services publics, la CGT Educ'action et, l'Union Fédérale de l'Action Sociale apportent tout leur soutien à la mobilisation des agents de la PJJ.

Le 31 juillet dernier, des coupes budgétaires drastiques ont été annoncées par la direction de cette administration. Ces annonces sont intolérables tant les services de la PJJ sont déjà exsangues.

C'est ainsi que près de 500 emplois, occupés par des agent-es non titulaires (personnels les plus précaires considérés comme variables d'ajustement budgétaire) ont été rayés de la carte au cours de l'été.

Tout cela alors que la CGT PJJ, y compris à travers l'intersyndicale qu'elle compose avec la FSU, l'UNSA et la CFDT, ne cesse de dénoncer les nombreuses vacances de poste déjà existantes faute de recrutements pérennes d'agent-es fonctionnaires suffisants.

À l'évidence, celles et ceux qui gouvernent n'hésitent pas à poursuivre les coups portés à l'encontre de la jeunesse ! Les situations de ces mineur-es font la une des médias mais ne font l'objet d'aucune réponse adaptée à leurs besoins. Il est urgent que les demandes des agent.es soient entendues et que des mesures soient prises.

En effet, malgré un investissement quotidien de l'ensemble des personnels de la PJJ, nous ne pouvions déjà que constater que ces services peinaient déjà à assurer l'ensemble de leurs missions tant la charge de travail est conséquente. Comment donc penser un accompagnement de qualité des mineur-es avec encore moins de personnel.

Face à la mobilisation de la CGT PJJ et de l'intersyndicale, le dégel d'une enveloppe de 3 millions a pu être gagné. Cette « rallonge » permettra le recrutement de 239 agent-es contractuel·es à compter du 15 octobre ou du 1^{er} novembre.

S'il s'agit d'une première avancée, celle-ci reste largement insuffisante puisqu'elle ne couvre même pas la moitié des personnels congédiés ces deux derniers mois.

Devant les enjeux de service public et d'avenir de notre jeunesse qui se posent et, parce que chaque service public peut prochainement y être confronté au vu de la politique d'austérité annoncée, il n'est pas question pour nos organisations de mettre en péril plus longtemps la PJJ et l'accompagnement des mineur-es

**La fédération CGT des services publics, la CGT Educ'ation et, l'Union Fédérale de l'Action Sociale, appellent à soutenir la mobilisation des personnels de la PJJ
le jeudi 19 septembre.**